



DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°10

LES RÉGIMES POLITIQUES

La question des régimes politiques se confond souvent avec celle des formes de gouvernements. Pour autant, il ne faut pas confondre les deux : un régime politique désigne alors une catégorie de gouvernement dans lequel le pouvoir est partagé et non une classification liée à la structure sociale ou au rôle de l'Etat dans la société (communisme, libéralisme...). Traditionnellement, on distingue deux régimes politiques : le régime parlementaire et le régime présidentiel.

Le régime parlementaire

Le régime parlementaire se distingue par la manière dont sont organisés les rapports entre les organes du pouvoir, qui disposent de moyens d'action réciproques :

- Le Parlement peut contraindre le gouvernement à la démission (responsabilité politique)
- Le Parlement (ou plus souvent une de ses chambres) peut être dissoute par le chef de l'Etat

A noter que certains auteurs affirment que le seul critère d'un régime parlementaire est la responsabilité politique du gouvernement devant le Parlement, mais si cette dernière n'est pas contrebalancée par une possibilité de dissolution, il ne s'agit plus d'un régime parlementaire mais d'un régime d'assemblée (dans lequel la séparation des pouvoirs ne s'applique donc pas réellement).

Le régime présidentiel

Les Etats-Unis sont le seul exemple actuel du régime présidentiel, qui se définit par opposition au régime parlementaire par une séparation stricte des pouvoirs :

- Le Président est le chef du gouvernement mais il est élu au suffrage universel direct
- Le Président nomme et révoque les ministres (avec l'accord du Sénat pour les nominations)
- Le Président ne peut dissoudre aucune chambre parlementaire
- Ni le Président ni les ministres ne peuvent être révoqués par le Parlement

Sous le régime présidentiel, on considère que l'organe le plus important est le Président, mais cela n'enlève rien au Parlement (nommé « Congrès » aux Etats-Unis) qui est alors le détenteur exclusif du pouvoir législatif.

Les limites de la distinction duale

Comme souvent, on constate rapidement les limites d'une distinction duale lorsqu'on veut confronter la théorie à la pratique. Si les Etats-Unis sont effectivement une illustration parfaite du régime présidentiel, ils en sont aussi le seul exemple. Quant au régime parlementaire, on constate qu'il connaît de nombreux aménagements pour rester opérationnel.

Cependant, il faut garder à l'esprit qu'il s'agit bien d'une classification doctrinale et qu'il n'existe aucune raison de rendre réelle une construction théorique : il s'agit d'un cadre d'analyse, pas d'un mode d'emploi.

Le modèle français : un régime « *sui generis* »

En France, on lit parfois des déclarations d'hommes politiques qui appellent à une transformation constitutionnelle pour que la France devienne un vrai régime présidentiel, ou plus rarement qui appellent à l'institution d'un vrai régime parlementaire. Derrière l'habillage juridique, il faut comprendre que ces personnes proposent soit la suppression de la responsabilité politique et de la dissolution (dans le premier cas) soit la suppression de l'élection du président de la République au suffrage universel, quand ce n'est pas carrément la suppression de la fonction (dans le second cas).

Il est alors classique de poser la question aux étudiants en droit : la Vème République est-elle un régime parlementaire ou un régime présidentiel ? Bien entendu, la réponse est dans le paragraphe ci-dessus : ni l'un, ni l'autre. On parle alors de régime *sui generis*, pour les latinistes, ou de régime semi-présidentiel, pour faire écho à la classification doctrinale.

En effet, la Vème République française emprunte ses caractères aux deux régimes : le président de la République est élu au suffrage universel et pourvu de pouvoirs qui lui sont propres mais le gouvernement est responsable devant la chambre basse du Parlement et susceptible d'être renversé.

Dès lors, l'orientation du régime dépend de la concordance ou de la non-concordance de la couleur politique du président de la République et de la majorité parlementaire :

- Si les couleurs politiques concordent, le président de la République domine ;
- Si les couleurs politiques ne concordent pas, il s'agit d'une situation de cohabitation et le président de la République connaît un certain effacement au profit du Premier ministre.